

RÉFORME DE LA VOIE PRO : UN PROJET RÉACTIONNAIRE !



Après s'être attaqué aux plus âgés en leur volant deux années de vie, Macron s'en prend maintenant aux plus jeunes avec une énième réforme de l'enseignement professionnel. Logique, **les élèves de lycées pro, qui représentent 1/3 des lycéen-nes, font partie des catégories sociales les plus défavorisées**, plus de 90 % affichant des Indices de Position Sociale (IPS) inférieurs à la moyenne nationale.

LE DROIT D'ÊTRE DES ÉLÈVES, PAS DES TRAVAILLEURS !

Alors qu'aucun bilan n'a été tiré des deux précédentes réformes, qui se résument à une diminution d'une année de formation et à une division par deux des enseignements généraux, Macron veut pousser encore plus ces adolescent-es hors du lycée en leur proposant des stages rémunérés. **L'État surfe sur la misère sociale en fournissant aux entreprises une main-d'œuvre bon marché**, vulnérable, exposée à des conditions de travail parfois dangereuses ou inappropriées.

LE BAC PRO.
AUX ORIGINES
(1985)



RÉFORME DU
BAC PRO. 3 ANS
(2009)



Une année
de formation
en moins

RÉFORME
BLANQUER
(2019)



Division
par deux des
enseignements
généraux

RÉFORME
À VENIR ?
(2023)



Encore plus de
stages et moins
d'enseignement

DES FORMATIONS ÉQUILBRÉES POUR CASSER LA CHAÎNE DE LA PRÉCARITÉ

Les élèves n'ont pas besoin de plus d'entreprise, mais de plus de connaissances et de temps passé à l'école avec un enseignement équilibré pour leur permettre de mieux se préparer aux emplois qualifiés à venir, notamment face aux urgences sociale et écologique. Mais **avec cette réforme, les études supérieures ne seront plus envisageables pour ces élèves qui intégreront un monde du travail ubérisé, d'auto-entrepreneurs sans droits, où le Smic est la règle, le CDI le Graal et le RSA le nouvel étalon. Le déterminisme social est pleinement assumé.**

Aussi, la nouvelle carte de formation sera corrélée aux besoins des entreprises locales. **L'avenir des élèves pauvres est donc moins soumis à leurs aspirations qu'aux besoins court-termistes du bassin d'emploi où ils et elles résident.** Par exemple, des formations publiques dans les métiers de la mode tendent à disparaître en région PACA. De même pour celles du commerce dans les Hauts-de-France et de la plasturgie en Normandie. Et demain ?

DÉPOUILLER LE LYCÉE PRO NE SAUVERA NI L'ÉCOLE, NI LE MONDE DU TRAVAIL

Quant aux enseignant-es dont les filières fermeront, le gouvernement entend les reclasser au collège ou en primaire pour combler les manques, à l'heure du job dating, dans un système éducatif devenu incapable de susciter les vocations, où pour être rémunéré décemment, il faudra maintenant effectuer encore plus de tâches que d'habitude...

La réforme de la voie pro s'inscrit dans une logique de casse du travail et des statuts, transformant les enseignant-es en agents de France Travail et les élèves en travailleurs et travailleuses. Entre SNU* et stages à répétition, c'est un projet réactionnaire qui voudrait mettre la jeunesse au pas pour qu'elle entre de plus en plus jeune dans un monde du travail précaire, où le "plein emploi" se fera à marche forcée.

* Service National Universel